

ARRETE DU MAIRE

Portant permis de stationnement

Bénéficiaire : Entreprise GODEMGO
Objet : déménagement au 20 rue Grande
Durée : 1 jour

Le Maire de la commune de **Gréoux-les-Bains**,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-1 à L.2212-2 et L.2213-1 à L.2213-6 ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment son article L.2122-1,
Vu le Code de la voirie routière et notamment les articles L.113-2, L.115-1 à L.116-8, L.123-8, L.131-1 à L.131-7, L.141-10 et L.141-11 ;

Vu le Code de la route et notamment ses articles L.411-1 à L.411-7 ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – 8^e partie – signalisation temporaire – approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;

Vu le Code de la Sécurité Intérieure et notamment l'article L.511-1 ;

Vu l'arrêté municipal n°2013-275 en date du 10 décembre 2013 réglementant la circulation et le stationnement sur la commune de Gréoux-les-Bains ;

Vu la délibération n°2018-054 en date du 24 mai 2018, créant les tarifs d'occupation du domaine public ;

Vu la décision municipale n°2019-033 en date du 5 avril 2019, fixant à compter du 1^{er} mai 2019, les tarifs de droits de voirie pour l'occupation du domaine public ;

Vu la demande de l'entreprise « GODEMGO » représentée par Monsieur Bernard FOURNIER ayant son siège social n°73 Traverse des Tournesols à Manosque (04100), dans le cadre d'une demande d'autorisation de permis de stationnement pour un déménagement au n°20 Rue Grande, le 27 novembre 2023 ;

Considérant que le déménagement, objet de la demande, ne nécessite pas de restriction de la circulation sur la voie concernée qui est une rue piétonne ;

Considérant que la nature de la demande n'impacte pas le sol ;

Considérant qu'il importe de faciliter l'accomplissement de cette demande et qu'il y a lieu de réglementer l'occupation du domaine public afin de maintenir la sécurité des usagers et du personnel intervenant.

ARRETE

Article 1 : Permission de stationner :

L'entreprise « GODEMGO » est autorisée à occuper le domaine public à proximité du n°20 de la Rue Grande, le lundi 27 novembre 2023, par le stationnement d'un camion de 20 m3, immatriculé FR 396 GH. Les accès des riverains et des services seront maintenus.

Article 2 : Redevance :

L'entreprise « GODEMGO » s'acquittera d'une redevance de domaine public s'élevant à la somme de **10,00 euros** qui se décompose comme suit :

| Durée de l'occupation du domaine public | Occupation du domaine public par 1 véhicule inférieur à 4 T |
|---|---|
| 1 jour : lundi 27 novembre 2023 | 1 véhicule 20 m3 10,00 euros |

Le règlement de droit de place sera acquitté par le permissionnaire en une seule fois à réception de l'Avis de la Direction Générale des Finances Publiques de Forcalquier et ce dans les délais comme à payer d'exigibilité portés sur l'état de la somme à payer.

ARRETE DU MAIRE

Article 3 : Sécurité et signalisation de chantier :

L'entreprise « GODEMGO » sera chargée de la mise en place et de l'enlèvement de la signalisation temporaire de stationnement.

L'entreprise « GODEMGO » devra en particulier appliquer les prescriptions suivantes :

- Assurer constamment la circulation des piétons et des personnes à mobilité réduite en toute sécurité ;
- Assurer la desserte des entrées riveraines ;
- Toutes les voies et places concernées par le présent arrêté devront demeurer accessibles, à tout instant, aux services de secours, au SMUR, et à tous les véhicules de lutte contre l'incendie.

Article 4 : Prescriptions techniques particulières :

L'entreprise « GODEMGO » devra assurer en permanence un bon état de propreté dans la zone d'intervention et ses abords et réalisera autant de fois que nécessaire le nettoyage de la chaussée. Aucun dépôt de matériaux ou déchets ne devra rester sur le domaine public après le départ de l'entreprise. Toute dégradation de la voie publique sera à la charge de l'entreprise et tout dommage causé au domaine public devra être repris qualitativement à l'identique par l'entreprise.

Article 5 : Responsabilité :

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son bénéficiaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de ce déménagement. L'entreprise sera notamment responsable des accidents pouvant survenir, par défaut ou insuffisance de signalisation. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 : Validité et renouvellement de l'arrêté – remise en état des lieux :

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse en résulter, pour ce dernier, de droit à l'indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation et au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 7 : Publication et affichage :

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Gréoux-les-Bains. Il devra être apposé visiblement sur le lieu des travaux, une semaine avant l'intervention, afin de prévenir les usagers et les riverains des interdictions.

Article 8 : Recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication ou de sa notification. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 9 :

L'entreprise GODEMGO, Monsieur le Commandant de Gendarmerie de Gréoux-les-Bains, Madame la Directrice des Services Techniques, Monsieur le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Gréoux-les-Bains, le 21 novembre 2023.

Le Maire,



Paul AUDAN